

Fiche 1. Le contexte international – au cœur de l'année
de l'assainissementLES ANNONCES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SE MULTIPLIENT
MAIS LES MOYENS NE SUIVENT PAS

La part de l'aide internationale consacrée à l'eau et à l'assainissement accuse une chute, passant de 8 % en 1997 à 5 % en 2006 (Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2006). De plus, l'assainissement est encore trop rarement intégré aux logiques et programmes de développement. Une lacune inacceptable quand on sait que chaque jour, 5 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies liées à l'absence d'assainissement.

Pour répondre à cet état de fait, les Etats membres de l'ONU se sont engagés autour de 8 OMD à atteindre d'ici 2015. Parmi ces objectifs figure celui de réduire de moitié la part de population privée d'un accès à l'assainissement. Mais au rythme actuel, les objectifs ne seront jamais atteints, ni même approchés pour un grand nombre de pays, car ni l'aide internationale ni les politiques nationales n'ont mobilisé les efforts nécessaires.

L'Assemblée Générale des Nations Unies, particulièrement préoccupée par « la lenteur et l'insuffisance des progrès réalisés quant à l'accès à des services d'assainissement de base », a déclaré l'année 2008, année internationale de l'assainissement (Source : Résolution 61/192 Année internationale de l'assainissement 2008, Assemblée Générale, 6 février 2007).

DES BILANS À LA MOBILISATION INTERNATIONALE : UN CONTEXTE FAVORABLE
À L'ASSAINISSEMENT

Les acteurs de la communauté internationale assimilent progressivement que l'accès à l'assainissement est au cœur du développement au même titre que l'accès à l'eau, et qu'investir dans l'éducation ou la santé sans s'assurer qu'il existe un accès à l'assainissement affaiblit les améliorations escomptées.

En Afrique, les initiatives et les politiques menées dans certains pays (au Sénégal entre autres) servent d'exemples pour atteindre les OMD, encouragent les autres pays à redoubler d'efforts pour les atteindre et à reconnaître l'importance de l'accès à l'assainissement et de ses retombées au niveau national.

Les rencontres internationales, entre les décideurs africains notamment, encouragent cette prise de conscience : les conséquences du manque d'assainissement ont un coût colossal dans leurs budgets. Lors de la deuxième conférence sur l'assainissement et l'hygiène (Conférence Africa San +5 de

Durban, février 2008), 32 ministres africains ont pris conscience du poids que représentait l'absence d'assainissement dans leurs économies: ils « reconnaissent unanimement que d'une part, un million d'africains meurent chaque année de maladies liées au manque d'assainissement, et que d'autre part les conséquences sociales, sanitaires, humaines et environnementales liées au manque d'assainissement sont un frein majeur au développement économique du continent» (Source : AfricaSan 2008 : L'assainissement, une priorité pour l'Afrique, lettre du pS-Eau, 2008). Ils ont convenu d'un plan d'action à mettre en place d'ici 2010 afin d'atteindre en 2015 l'OMD assainissement. Parmi les engagements pris, il est prévu d'insérer une ligne spécifique dans le budget du secteur public pour les programmes d'assainissement et d'hygiène. Ils se sont aussi engagés à établir un plan national assorti d'une feuille de route pour accélérer les progrès nécessaires

à l'atteinte des objectifs nationaux et des OMD avant 2015. L'AMCOW (Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau) assurera le suivi de ce plan d'action et en présentera l'état d'avancement lors de la prochaine conférence, en 2010.

Le G8 d'Hokkaido de juillet 2008 a rappelé l'importance d'inscrire dans les agendas ces problématiques de l'assainissement, ce qui permet peu à peu à ce sujet d'être exposé sur la scène internationale, mieux médiatisé, et mieux compris. Mais si le G8 a confirmé l'importance de se mobiliser pour l'assainissement, il n'a pas proposé de pistes d'action ou de soutien. Une fois de plus, les bilans s'accumulent et tous constatent un retard pour remplir les OMD mais la communauté internationale a du mal à passer effectivement à l'action.

Il semble donc que dans les dernières années, la question de l'as-

Fiche 1. Le contexte international – au cœur de l'année de l'assainissement



sainissement surgisse peu à peu dans les espaces internationaux impliqués dans les questions de développement. Mais la Coalition Eau insiste sur deux défis majeurs sans lesquels l'accès à l'assainissement pour tous restera hors de portée et incapable d'atteindre le

terrain. **Il faut tout d'abord que la prise de conscience sorte des espaces « experts » pour atteindre l'échelle nationale, les gouvernements du nord comme du sud, les citoyens, les médias, les collectivités locales, les professionnels du secteur etc. Il**

faut ensuite, grâce à cette prise de conscience et cette mobilisation plurielle, que soient au rendez-vous la mobilisation financière de tous les acteurs et la planification stratégique permettant de mettre en route des plans opérationnels.



POUR LE DROIT À L'ASSAINISSEMENT, LA SOCIÉTÉ CIVILE DEMANDE AUX GOUVERNEMENTS RESPONSABLES DE PASSER À L'ACTION

La société civile a le droit et le devoir de demander des comptes à ses responsables politiques car l'accès de tous à un assainissement de base avance peu alors qu'il existe des solutions. Des réseaux associatifs tels que la Coalition Eau ou End Water Poverty, campagne internationale soutenue par de grandes ONG britanniques, partagent les mêmes inquiétudes concernant l'OMD sur l'assainissement. End Water Poverty souligne que si rien ne change en Afrique subsaharienne, l'objectif fixé pour l'assainissement ne sera rempli qu'en 2076..., sans

compter le coût de l'inaction. Ces réseaux demandent aujourd'hui que soit mis en place un plan d'action, qui puisse avoir plusieurs déclinaisons : aux échelles nationales, à l'échelle régionale des continents, ou encore à l'échelle internationale pour une pression constructive d'ici 2015, mais aussi à plus long terme.

Cela implique que les gouvernements du sud se dotent de tous les outils pour agir, notamment budgétaires, et que ceux du nord assument leurs promesses d'augmentation de l'aide au développement.

Mais pour cela, nous sommes tous conscients qu'il faut impérativement une mobilisation plus importante, élargie à un plus grand nombre d'acteurs, qui puisse atteindre à la fois les citoyens, les acteurs divers de la société civile et les autorités publiques locales et nationales, au nord et au sud. L'action n'interviendra que s'il existe une veille des citoyens et de tous les acteurs de la société civile, relayée par des médias préoccupés et une prise de parole coordonnée nécessaire pour susciter une volonté politique et amener les gouvernements à agir.



Le premier pas aujourd'hui : contribuer à ce que ces divers acteurs soient informés de la situation mondiale, comprennent ce que signifie l'absence d'assainissement et ses très lourds impacts sur le plan sanitaire, et prennent conscience qu'il est possible de renverser la donne si chacun active les leviers qui sont à sa portée.